

ABDELATIF BENACHENHOU :

«La lutte contre l'inflation doit être la priorité»

Il a été deux fois ministre des Finances. Il a quitté le gouvernement une première fois en 2001, «à cause d'un différend avec Ali Benflis sur la teneur de la loi sur la monnaie et le crédit», et une seconde fois en 2006, «parce qu'il a refusé que le financement de l'autoroute Est-Ouest soit supporté totalement par l'Etat». Il avait dit au président : «Vous avez plus de courtisans que de partisans.»

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Abdelatif Benachenhrou, parce que c'est de lui qu'il s'agit, a donné hier à l'hôtel Hilton d'Alger, une conférence intitulée «L'évaluation des politiques publiques».

Il a eu à définir les objets à évaluer, les évaluateurs et les méthodes et l'impact de l'évaluation. Dans son intervention, l'économiste Benachenhrou ne s'est néanmoins pas limité au volet théorique de la chose, son expérience au sein du gouvernement l'a aidé à déterminer, chiffres à l'appui, les limites de l'action du gouvernement.

Ainsi, il a analysé l'intervention de l'Etat dans les sphères du service public et de l'économie. «L'évaluation ne veut pas dire le contrôle et la conformité aux lois dans le lancement d'un projet et n'indique nullement son utilité pour le développement.

Or, elle n'est pas un sport national. Pour ce qui est des évaluateurs (organismes administratifs, élus ou membres de la société civile), la scène est quasiment vide. Je dirai qu'ils sont évanescents», a-t-il esquissé. Et d'ajouter : «La frontière entre les deux sphères est difficile à tracer en Algérie.»

En effet, M. Benachenhrou a évalué l'action du gouvernement dans les deux sphères, lesquelles, a-t-il souligné, ne sont pas éligibles aux mêmes méthodes d'évaluation.

S'agissant des services publics, il a estimé que la taille du secteur de l'enseignement supérieur est excessive alors que son organisation est insuffisante. «Le secteur a pris plus que sa part durant les dix dernières années.

Sa taille a explosé tout simplement parce que la présence politique de l'étudiant qui fait des grèves cycliques est plus importante que l'écologiste», a-t-il expliqué. De même qu'il a jugé aberrant le financement des hôpitaux. «Au moment où on parle de diminution du chômage et d'augmentation des salaires, les financements publics représentent 82% du financement global des hôpitaux. Cela veut dire que les cotisations n'ont pas augmenté. Cette question a été fatalement



Pour Benachenhrou, la priorité du gouvernement doit être la lutte contre l'inflation.

ments) qui représentent 13 % du PIB, soit 10 à 11 milliards de dollars, et les mesures incitatives (exonérations fiscales, etc.) qui représentent un manque à gagner de 5 à 6 milliards de dollars.

L'Andi et l'Ansej ont coûté 90 milliards de dinars à l'Etat en 2011. La défiscalisation outrancière de l'agriculture n'a pas apporté des résultats probants.»

Selon M. Benachenhrou, la priorité du gouvernement doit plutôt être la lutte contre l'inflation parce que c'est le quotidien des populations et surtout, pour le bien du pays, revoir sa stratégie en matière d'hydrocarbures.

«J'invite à un débat entre experts et non entre politiques. Nous n'avons pas besoin d'Hugo Chavez pour nous dire ce qu'il faut faire.

Nous n'avons pas besoin non plus de ces hordes de députés qui viennent nous dire comme en 2005 «ils vont vendre le bled». L'histoire est en train de s'écrire et nous saurons qui aura bradé les richesses du pays», a-t-il asséné.

M. H.

négligée car l'Etat n'est censé budgétiser un tel financement que pour assurer les soins à ceux qui ne cotisent pas, ceux qui n'ont pas de revenus.» En ce qui concerne l'économie,

M. Benachenhrou a mis en valeur le poids des subventions : «L'intervention de l'Etat dans la sphère économique s'exprime dans les subventions (produits de premières nécessité et loge-

SELLAL ET PLUSIEURS MINISTRES

À LA GRANDE EXPOSITION DE L'AGRICULTURE

Pour une vision non archaïque du monde rural

Rachid Benaïssa estime que le défi du développement agricole passe nécessairement par le changement de cette perception archaïque qu'a la société algérienne sur le monde rural.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La grande exposition du secteur de l'agriculture et du développement rural, qui se déroule du 18 au 24 février 2013, au Palais des expositions des Pins Maritimes (Safex), a ouvert hier ses portes.

C'est le Premier ministre Abdelmalek Sellal, accompagné de plusieurs ministres, qui a procédé à son inauguration. Etaient présents, les ministres de l'Intérieur, Dahou Ould Kablia, de l'Agriculture, Mustapha Benbada, de la Formation professionnelle, Mohamed Mebarki, et de la Communication, Mohamed Saïd.

Au cours de la conférence de presse qui a suivi la visite, le ministre de l'Agriculture Rachid Benaïssa a tenu à clarifier que «cette exposition qui reproduit le monde agricole et rural en Algérie, de l'indépendance à ce jour, se veut un message pour la population algérienne et surtout les nouvelles générations».

Ce message consiste, en effet, selon les explications du ministre, dans le changement de vision et de perception chez la société algérienne vis-à-vis du monde agricole et rural. «Nous voulons nous adresser plus particulièrement à la jeunesse et aux nouvelles générations.

Cette grande exposition vise à leur ouvrir les yeux et changer la perception qu'ils ont du secteur. Il faudra qu'ils arrivent à voir le monde agricole et rural comme un secteur moderne et d'avenir. Je



Benaïssa veut susciter de nouvelles vocations.

crois que cet événement participera à marquer et fixer les esprits pour que les jeunes puissent s'impliquer et participer aux défis du développement agricole à travers la création de nouvelles vocations», a-t-il souligné. Enfin, il est à

signaler que la grande exposition du secteur agricole et rural, qui se déroule sur les trois pavillons de la Safex, est d'un décor et d'une organisation rarement vus dans les expositions qu'a jusque-là organisées l'Algérie.

M. M.

FONCIER AGRICOLE

Plus de 150 000 ha perdus

Selon le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, qui intervenait hier sur les ondes de la Radio Chaîne III, les terres agricoles détournées de leur vocation, de l'indépendance à ce jour, sont estimées à plus de 150 000 ha.

Des pratiques que Rachid Benaïssa a fortement dénoncées, assurant que grâce à de nouveaux dispositifs mis en place à partir de 2008, le détournement des terres agricoles ne se fait plus. Il s'agit, en effet, de la loi d'orientation agricole de 2008 et celle portant sur l'exploitation des terres relevant du domaine privé de l'Etat de 2010.

Cette dernière définit, pour rappel, le cadre dans lequel les terres à faibles potentialités agricoles peuvent être transférées pour la réalisation des projets d'utilité publique. «Il faut savoir que suite à une décision gouvernementale qui date de 2008, le transfert des terres agricoles pour la réalisation de projets de développement se fait par décret», a-t-il précisé. Par ailleurs, Rachid Benaïssa a fait savoir que son secteur a identifié 350 000 ha de surface agricole utile relevant du domaine privé de l'Etat pour la création de nouvelles exploitations agricoles.

M. M.

AU VU DU CONTEXTE

RÉGIONAL ET INTERNATIONAL

Amar Ghoul appelle à l'union «sacrée»

Le parti TAJ a célébré, hier, la Journée nationale du chahid en organisant un sobre cérémonial au siège national du parti. Une cérémonie marquée par la présence de nombre de figures anonymes de la glorieuse guerre de Libération nationale, au cours de laquelle des martyrs ont été honorés.

Pas seulement les martyrs d'hier, ceux ayant fait don de leur tendre jeunesse pour la libération du pays du joug colonial, puisque le parti d'Amar Ghoul a tenu aussi à honorer la mémoire de Mohamed Lamine Lahmar, ce jeune agent de sécurité qui a payé de sa vie, son refus de laisser les terroristes entrer dans le site gazier de Tiguentourine, à In Aménas, en donnant l'alerte qui a sauvé ce site stratégique d'une catastrophe certaine.

Un geste qui va en droite ligne du discours de circonstance prononcé par le ministre des Travaux publics, au cours duquel il a appelé la jeunesse d'aujourd'hui à s'imprégner des valeurs et autres principes de nos aïeux qui, en dépit de leurs moult privations, ont su faire abstraction de toute autre considération devant l'objectif commun qui était le recouvrement de l'indépendance nationale.

Un impératif de taire les divergences partisans et les différends idéologiques et autres «particularismes», une sorte d'union «sacrée» surtout, estimera-t-il, que le contexte régional et international dicte la conjugaison de tous les efforts pour assurer sécurité et stabilité au pays.

«Nous ne voulons d'aucune voix à même de toucher à la souveraineté et à la stabilité du pays ou encore entraver le processus de développement national», dira Ghoul, qui reconnaîtra que des erreurs, des manques ont dû être enregistrés et qu'il faut y remédier dans un cadre réglementaire avec en point de mire, l'intérêt suprême du pays».

Interpellé à la fin de cette cérémonie au sujet de la déclaration de Farouk Ksentini, selon laquelle le ministre des Travaux publics n'avait pas à affirmer que le dossier de l'autoroute Est-Ouest est clos, Ghoul se limitera à dire que le président de la CNCCPDH ne l'a pas cité nommément. «Je suis, aujourd'hui, président du TAJ et pas ministre des Travaux publics», ajoutera Ghoul.

K. M.

Photos : New Press